

La question du consentement

L'idéal politique serait une société où nul ne déciderait pour autrui sans son consentement, aussi bien dans le domaine politique que social (or les étazuniens réchauffent le climat africain). Mais cet idéal n'est pas compatible avec nos démocraties car les décisions y sont prises à la majorité et s'imposent à tous, selon la formule consacrée. D'où la bête question : peut-on imaginer un autre mode d'organisation des sociétés où les décisions ne s'imposeraient à personne ? Où l'alternative ne se limiterait pas à être pour ou contre, ou pour l'un ou l'autre ?

La question semble insoluble : si l'un veut et l'autre pas, y aura-t-il de toute façon un perdant et un gagnant par le simple fait que la question a été posée ? Et lequel imposera sa volonté à l'autre ? La réponse libérale est claire : celui qui veut entreprendre est prioritaire. Même combat à gauche où le progressiste est mieux vu que le conservateur. Dans la vie privée, il en va autrement : le progressiste trop entreprenant sera giflé.

Et si la moitié du peuple veut et l'autre pas (hypothèse d'école), le principe de la majorité bloque tout. Mais lorsque la moitié-plus-un du peuple veut et la moitié-moins-un pas, par exemple que les malins gagnent plus que les ballots, on saute sur le prétexte pour donner raison à la quasi-moitié qui veut contre la quasi-moitié qui ne veut pas, et donner ainsi la priorité au changement sur le respect du principe du consentement. Par crainte de l'immobilisme ? Qu'on se le dise ou non, la culture de la libre entreprise privilégie le progressiste sur le conservateur autant que les socialos. Or le conservateur n'est pas un réactionnaire qui veut revenir aux temps anciens, il est le défenseur du progressiste précédent. Sinon nous serions encore dans les cavernes ! En fait les humains sont à la fois progressistes et conservateurs : ils aiment la nouveauté mais pas le changement. Ils aiment la nouveauté qui ne change rien.

En y regardant de plus près, celui qui veut et dont la volonté n'est pas satisfaite n'est pas privé d'une réalité mais d'une possibilité (dont il ignore l'effet réel), alors que celui qui ne veut pas, qui craint de perdre ses acquis, risque de subir une modification de ses conditions d'existence et de son milieu de vie, ce qui peut être vécu de manière dramatique (ex : expropriation). L'un se voit imposer quelque chose, l'autre non, se voyant seulement refuser ce qui n'est pas encore pour lui une chose.

Dans l'utopie de Sonn, le progressiste local ne peut contraindre le conservateur local, il doit le convaincre. Le progressiste a toutes les chances de se faire entendre s'il ne délire pas, s'il ne confond pas croissance et progrès. Sachant qu'il n'y a pas de croissance infinie possible dans un monde fini, la société de Sonn est faite pour se reproduire identique à elle-même en se perfectionnant peu à peu qualitativement.

Jansiac, 2015